

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Affaire suivie par le pôle risques
Références : D-0502-2023

Avignon, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur



MARTONI FRANCE SAS

59 Impasse GUNTEMBERG

84700 SORGUES

1 Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juin 2023 dans l'établissement MARTONI FRANCE SAS implanté 59 Impasse GUNTEMBERG 84700 SORGUES. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTONI FRANCE SAS
- 59 Impasse GUNTEMBERG 84700 SORGUES
- Code AIOT dans GUN : 00064442
- Régime : Autorisation

La société MARTONI FRANCE SA a effectué, en date du 06 avril 2023, un changement d'exploitant à son profit en remplacement de la société WAVIN FRANCE. L'outil industriel n'est pas modifié. L'établissement est spécialisé dans la fabrication de tubes en PVC, destinés aux secteurs de l'assainissement et du bâtiment.

Consistance de l'installation :

- L'« Usine historique », située impasse Gutenberg : cette usine de production de tubes PVC a été construite au début des années 1970. Le bâtiment est d'une surface de 18 200 m² sur les parcelles n° 8, 9, 10, 11, 12 section BP pour une surface totale d'environ 31 000 m². Ce bâtiment est destiné à la production et au stockage.
- Un Parc dit « Nord », de l'autre côté de la rue Curie : Il s'agit d'un parc de stockage imperméabilisé de 4 000 m² utilisé pour le stockage des tubes PVC, sur la parcelle n° 23 section BP pour une surface d'environ 10 000 m²,
- Un Parc dit « SNCF », en face de l'usine, de l'autre côté de l'impasse : idem parc " Nord " d'une surface d'environ 7 500 m² sur la parcelle n° 5 sections BP.

L'installation est réglementée par:

- Un arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 au titre des rubriques 2661-1.a (A), 2661-2.a (A), 2662-2 (E), 2663-2.b (E), 1131-1.e (D), 2925 (D). Cet arrêté a été modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants:
 - Arrêté n° s12002-08-23-006075 du 23 août 2002. (augmentation de capacité de stockage bâtiment NOVAGRI .
 - Arrêté n° s12002-10-15-0010 du 15 octobre 2002. (soumission à tiers expert de l'étude de danger),
 - Arrêté n° s12003-09-22-0030 du 22 septembre 2003. (mise à niveau de l'installation au regard de l'étude de danger),
 - Arrêté n° s2013-158-0004 du 07 juin 2013. (mise à jour des rubriques),
 - Arrêté du 28 février 2017. (aménagement parc stockage " Nord ").

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de vos installations au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 modifié par les arrêtés complémentaires du 23/08/2002, 15/10/2002, 22/09/2003, 07/06/2013 et 28/02/2017 notamment pour les articles :
 - 10.1 Évacuation du personnel,
 - 10.2 Intervention des services d'incendie et de secours,
 - 10.13 Matériels de lutte contre l'incendie.
- Révision du tableau des rubriques de l'arrêté complémentaire du 7 janvier 2013
 - Rubriques 2661-2.a passage de A à E,
 - Rubriques 1131-1c (D) suppression .
- Votre déclaration GERE au regard de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

2 Constats

2.1.Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,

- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « sans suite administrative ».

2.2.Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Matériels de lutte contre l'incendie.	arrêté préfectoral du 19 février 1996 article 10.2		Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4		PV simple infraction	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Évacuation du personnel	arrêté préfectoral du 19 février 1996 article 10.1		Sans objet
2	Intervention des services d'incendie et de secours,	arrêté préfectoral du 19 février 1996 article 10.2		Sans objet
5	Révision du tableau des rubriques (1131-1.c)	Code de l'environnement R.512-75-1 / R.512-39		Mise à jour par APC
6	Révision du tableau des rubriques (1185-2.a)	décret 2014-285 du 3 mars 2014 modification nomenclature		Mise à jour par APC

2.3.Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

l'exploitant n'a pas fait sa déclaration annuelle GERE en 2023. Il est proposé une amende pénale conformément à l'article R.514-4.3° du CE.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 doit être modifié pour mettre à jour le tableau des rubriques de l'installation, un arrêté préfectoral est proposé pour acter cette mise à jour.

2.4.Fiche de constats

Point de contrôle n°1: Évacuation du personnel

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 19 février 1996 article 10.1
Thème(s) : PPC
Prescription contrôlée : Les bâtiments devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel. Un exercice d'évacuation aura lieu tous les ans.
Constats : les plans d'évacuations sont disposés dans tous les lieux où est présent le personnel. Le dernier exercice d'évacuation a été fait le 20/10/2022 Il n'a pas donné lieu à un retour d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans-suite
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet

Point de contrôle n°2: Intervention des services d'incendie et de secours,

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 19 février 1996 article 10.2
Thème(s) : PPC
Prescription contrôlée : des dépôts de produits finis seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours. Les emplacements des bouches d'incendie, colonnes sèches, extincteurs, seront matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les accès à ces emplacements devront être dégagés en permanence.
Constats : l'ensemble des matériels d'extinction d'incendie sont présents et signalés, leur accès est dégagé.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet

Point de contrôle n°3: Matériels de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 19 février 1996 article 10.2
Thème(s) : PPC
Prescription contrôlée : l'établissement sera pourvu du matériel nécessaire à la lutte contre l'incendie. Ce matériel comprendra : <ul style="list-style-type: none">- un réseau d'extincteurs automatiques à eau (sprinklers) couvrant l'ensemble de l'établissement ;- des extincteurs mobiles (12 à eau pulvérisée, 50 à CO₂, 3 à poudre)- un poteau d'incendie de 150 mm piqué directement sans passage par compteur ni by-pass sur une canalisation assurant un débit de 2 000 Vmn (norme NFS 61-213) et implanté à 5 m au maximum des voies praticables. L'exploitant fera contrôler les caractéristiques de ce poteau par les services d'incendie et de secours. ;
Constats : Le parc " Nord " dispose de 2 poteaux d'incendie de la commune à une distance de 60 m et 40 m. Le parc " SNCF " dispose de son côté de 2 poteaux d'incendie de la commune à proximité des 2 entrées. Les poteaux ont été testés par la commune mais l'exploitant ne dispose pas des données de débits .
Observations : L'exploitant doit s'assurer auprès de la mairie de Sorgues de la disponibilité des débits requis par son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Point de contrôle n°4: Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : PPC
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, <ul style="list-style-type: none">- installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660;
Constats : au jour de l'inspection l'exploitant n'a pas fait sa déclaration GERE 2023 . L'exploitant nous informe qu'il pensait que c'était à la société WAVIN de faire la déclaration.
Observations : Il est proposé une amende pénale conformément à l'article R.514-4.3°
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : PV de contravention Article R.514-4.3°
Proposition de délais : Sans objet

Point de contrôle n°5: Révision du tableau des rubriques (1131-1.c)

Référence réglementaire : Code de l'environnement R.512-75-1 / R.512-39
Thème(s) : Cessation activité partielle
Prescription contrôlée : Par un courrier du 12 avril 2017 la société MARTONI (ex WAVIN) nous informait de la cessation d'activité pour la rubrique 1131-1.c (D) devenue 4120-1.b (D) (/2014-285 du 03/03/2014) Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.
Constats : l'exploitant a supprimé les composants contenant du plomb dans son process de fabrication en date du 1^{er} janvier 2014 . En avril 2013 l'exploitant a effectué une évaluation de la qualité environnementale des sols. 10 sondages ont été réalisés entre 2 et 3 m de profondeur et 13 échantillons ont été soumis à analyses. Aucune anomalie n'a été détectée sur les échantillons et pour les paramètres analysés. Les autres activités du site se poursuivent dans les conditions normales d'exploitation au regard des seuils de l'autorisation.
Observations : L'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 doit être modifié pour mettre à jour le tableau des rubriques de l'installation. Un Arrêté préfectoral complémentaire est proposé pour acter cette mise à jour.
Type de suites proposées : Prescription inadaptée
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet

Point de contrôle n°6: Révision du tableau des rubriques (1185-2.a)

Référence réglementaire : décret 2014-285 du 3 mars 2014 modification nomenclature
Thème(s) : Bénéfice des droits acquis
Prescription contrôlée : Par un courrier du 12 avril 2017 la société MARTONI (ex WAVIN) nous informait que ces installations de production de froid, initialement encadrées par la rubrique 2920-2a, sortent de cette rubrique pour être soumises à la rubrique 1185-2.a DC (/2018-900 du 22/10/2018). La quantité de fluide frigorigène utilisée (R134a) étant supérieure à 300 kg (450 kg),
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 1996 doit être modifié pour mettre à jour le tableau des rubriques de l'installation.
Type de suites proposées : Prescription inadaptée
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : Sans objet